

de la réalisation incomplète de nos prévisions d'exportation, plus petite qu'il n'est à prévoir, cela pourrait amener une crise dans la reproduction; au contraire, si nous manquions de marchandises, nous serions, dans le cas d'une exportation restreinte, dans l'impossibilité de combler cette pénurie à l'aide de l'importation de produits tout faits, des machines nécessaires et des matières premières (par exemple du coton déjà mentionné). En d'autres termes, une crise commerciale et industrielle de l'Europe et, à plus forte raison, du monde entier, peut amener chez nous une vague de crises. Au cas d'un essor considérable du commerce et de l'industrie européens, par contre, la demande en bois et en chanvre, ces matières premières étant nécessaires à l'industrie, augmentera immédiatement; il en sera de même pour le blé dont la demande augmentera à mesure que le change des populations d'Europe s'améliorera. Ainsi l'essor du commerce et de l'industrie donnera là-bas l'impulsion nécessaire à notre essor dans le commerce, dans l'industrie et dans l'agriculture, en facilitant la réalisation de nos marchandises d'exportation. Notre indépendance des fluctuations du marché mondial, qui existait hier encore, disparaît. Non seulement tous les processus fondamentaux de notre économie dépendent des processus équivalents, mais ils sont soumis dans une certaine mesure à l'effet des lois qui dominent le développement capitaliste, donc aussi aux variations du change. Il en résulte donc une situation dans laquelle nous avons en tous cas intérêt à l'amélioration du change dans les pays capitalistes et dans laquelle, au contraire, nous aurons pour le moins à subir un préjudice au cas où le change deviendrait plus mauvais.

Dans cette circonstance, inattendue à première vue, la même contradiction qui est à la base de la NEP et que nous avons déjà observée dans le cadre plus étroit de l'économie nationale fermée, apparaît d'une manière plus accusée. Notre organisation actuelle n'est pas seulement fondée sur la lutte du socialisme contre le capitalisme, mais aussi — jusqu'à un certain point — sur leur collaboration. Dans l'intérêt du développement des forces de production, nous ne faisons pas qu'admettre un roulement de commerce capitaliste privé, mais nous le soutenons même jusqu'à un certain point! — et nous « l'installons » sous forme de concessions, de location d'usines et de fabriques. Nous avons un intérêt extrêmement grand au développement de l'économie paysanne, bien qu'elle n'ait pour le moment qu'un caractère de commerce presque entièrement privé, et que son essor ne favorise pas seulement les tendances du développement socialiste, mais aussi celles du

capitalisme. Les dangers d'une telle coexistence et d'une pareille collaboration des deux systèmes économiques — du système capitaliste et du système socialiste (ce dernier utilisant aussi les méthodes du premier) — consiste dans le fait que les forces capitalistes soient plus fortes que nous, et nous menacent réellement.

Ce danger existait déjà dans l'économie fermée (1), mais ce n'était que dans une plus petite mesure. L'importance des chiffres de contrôle de la Commission du Plan d'Etat consiste justement dans le fait que ces chiffres — nous l'avons exposé dans la première partie — ont prouvé incontestablement la prédominance des tendances socialistes sur les tendances capitalistes, sur la base de l'accroissement général des forces de production. Si nous avions l'intention (disons plutôt la possibilité) de rester jusqu'à la fin un Etat reposant au point de vue économique uniquement sur lui-même, on pourrait considérer la question comme étant, en principe, résolue. Il n'y aurait alors de danger pour nous que politiquement, ou dans la menace d'une action guerrière venant de l'extérieur rompre notre unité. Mais étant entrée économiquement dans le système mondial de la répartition du travail, nous sommes soumis aux effets des lois qui dominent le marché mondial et le travail en commun, et la lutte entre les tendances économiques capitalistes et socialistes ont un champ beaucoup plus étendu, ce qui comporte de plus grandes possibilités, mais aussi de plus grandes difficultés.

Il existe donc une analogie profonde et parfaitement naturelle entre les problèmes qui se posaient chez nous dans le cadre des circonstances économiques intérieures au début de l'introduction de la NEP, et ceux qui résultent maintenant du fait de notre participation plus étroite au système du marché mondial. Cependant, cette analogie n'est pas complète. La collaboration et la lutte des tendances capitalistes et socialistes sur le territoire soviétique ont lieu sous le contrôle de l'Etat prolétarien. Bien que l'Etat ne soit pas tout puissant dans les questions économiques, la force économique de l'Etat qui soutient consciemment les tendances nouvelles du développement historique, est énorme. Tandis qu'il admet l'existence de tendances capitalistes, l'Etat ouvrier peut les tenir en laisse jusqu'à un certain point, en soutenant et en favorisant les tendances

---

(1) Il va sans dire qu'elle n'était jamais parfaitement fermée et que nous n'opposons les types caractéristiques que pour la vision d'ensemble de l'exposé. (L. T.)